

CENTRE INTERMINISTÉRIEL DE CRISE

**POINT DE SITUATION DU
13 Octobre 2020 à 20H**

1. SITUATION NATIONALE

● **Présentation de la situation sanitaire générale** (Cf tableau de bord national)

L'ensemble des indicateurs à l'échelon national sont toujours en hausse : l'épidémie demeure à un niveau élevé sur l'ensemble du territoire et toujours en phase ascendante.

Les départements de **l'Allier** (03), du **Jura** (39), de **l'Aisne** (02) et de la **Vendée** (85) passent en vulnérabilité élevée.

- Carte des départements placés en vulnérabilité – Voir annexe 1.
- Carte du taux d'incidence et du bilan des tests réalisés - Voir annexe 2.
- Carte des mesures prises concernant l'obligation de port du masque - Voir annexe 3.

2. SITUATION INTERNATIONALE

37 874 833 cas confirmés
(+ 287 479 en 24 h)

26 321 344 personnes guéries
(+ 209 675 en 24 h)

1 081 857 décès
(+ 4 139 en 24 h)

** Source : Johns Hopkins, données du 13/10/2020 à 16h*

BILAN EPIDEMIOLOGIQUE UE/EEE ET RU (Source : ECDC, données du 06/10/20)

Total cas confirmés : **4 211 634** (+90 609 en 24h)

Total décès : **196 317** (+676 en 24h)

Espagne

Une quarantaine de communes se trouvent actuellement sous cloche, dont Madrid. Au total, ces villes et villages représentent près de 5,5 millions de personnes, qui ne peuvent sortir de leur commune que pour se rendre sur leur lieu de travail, à l'école, chez leur médecin ou en cas de force majeure. Si on y ajoute les quelque 600 communes où il existe des restrictions d'activité, près de 11 millions d'Espagnols, soit **un quart de la population**, sont concernés par des mesures de contrôle renforcé.

Aux Etats-Unis, un Américain a attrapé deux fois le Covid-19 à un mois et demi d'intervalle et la deuxième infection était plus sévère que la première. «*Il y a toujours de nombreuses inconnues sur les infections au SARSCoV-2 et la réponse du système immunitaire, mais nos travaux montrent qu'une infection antérieure pourrait ne pas nécessairement protéger contre une infection future*», a estimé le Pr Mark Pandori, auteur principal de l'étude publiée dans la revue médicale The Lancet Infectious Diseases. Cela implique «*que les gens qui ont été testés positifs au SARS-CoV-2 devraient continuer de prendre des précautions, dont la distanciation physique, le port du masque et le lavage des mains*», puisqu'une réinfection est possible, a poursuivi le Pr Pandori, cité dans un communiqué de la revue.

3. TRANSPORTS

Transport aérien

La Tribune, les Échos, le Figaro et Aujourd'hui en France relayent que, selon FO, Airbus va réduire ses effectifs sans licenciements secs en France.

Transport maritime

Un cas de covid a été signalé ce jour parmi les membres de l'équipage du paquebot de croisière "LYRIAL" appartenant à la compagnie Ponant (200 personnes à bord).

Le paquebot est actuellement au mouillage à l'extérieur du port d'Ajaccio, les autorités locales lui ont refusé l'accès dans l'enceinte du port. Les autorités du Port de Bonifacio lui ont également refusé l'accès au port. Le paquebot va continuer sa croisière autour de la Corse, sa tête de ligne est prévue pour le vendredi 16 octobre à Nice (06).

4. SECURITES

Mobilisation nationale d'un collectif de chefs d'entreprises de l'évènementiel

Toujours sans activité depuis le début du confinement lié à la crise sanitaire, des collectifs de gérants de discothèques, réunis au sein du collectif « # Je suis discothèque », organisaient ce jour des opérations escargot pour se faire entendre des pouvoirs publics, malgré les nouvelles mesures d'aides financières. Des actions étaient constatées à Rennes (52 véhicules pour 80 participants), Lyon (30 véhicules, 60 personnes) et Marseille (50 véhicules, 160 personnes).

Mardi 13 octobre - Journée de mobilisation nationale des personnels des secteurs sociaux et médico-sociaux

A l'appel de la CFDT Santé Sociaux, des rassemblements étaient organisés aux abords des préfectures ou des agences régionales de santé pour « *rappeler aux autorités gouvernementales leurs engagements pris lors du Ségur de la Santé, concernant l'ouverture prochaine de groupes de travail pour la revalorisation de la rémunération des personnels des secteurs publics ou privés, sociaux et médico sociaux, qui estiment être les oubliés du plan* ». 18 actions étaient recensées, mobilisant 1445 personnes. Les principales étaient constatées à Colmar (230p), Rouen (170p) et Nantes (160p). Aucun incident n'était signalé.

Jeudi 15 octobre - Journée nationale d'action des personnels de la santé – En province, 63 démonstrations pour 9 100 personnes. À Paris, 1 000 à 2 000 personnes (source DRPP), dont une centaine issue de province. Horaires multiples – Dans la continuité du mouvement des dernières manifestations nationales du 16 juin 2020 et 30 juin 2020, la CGT Santé Action Sociale appelle à une nouvelle journée nationale d'action, afin d'exiger « *des embauches massives de personnels qualifiés, l'abrogation du décret sur les licenciements dans la fonction publique hospitalière, l'ouverture massive de lits pour désengorger les urgences, en psychiatrie, dans les services de soins et les structures du médico-social, des augmentations de salaires pour toutes et pour tous ...* ».

Dans ce cadre, des rassemblements et des manifestations seront organisés dans la Capitale et sur le territoire national, notamment à proximité des établissements de santé.



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

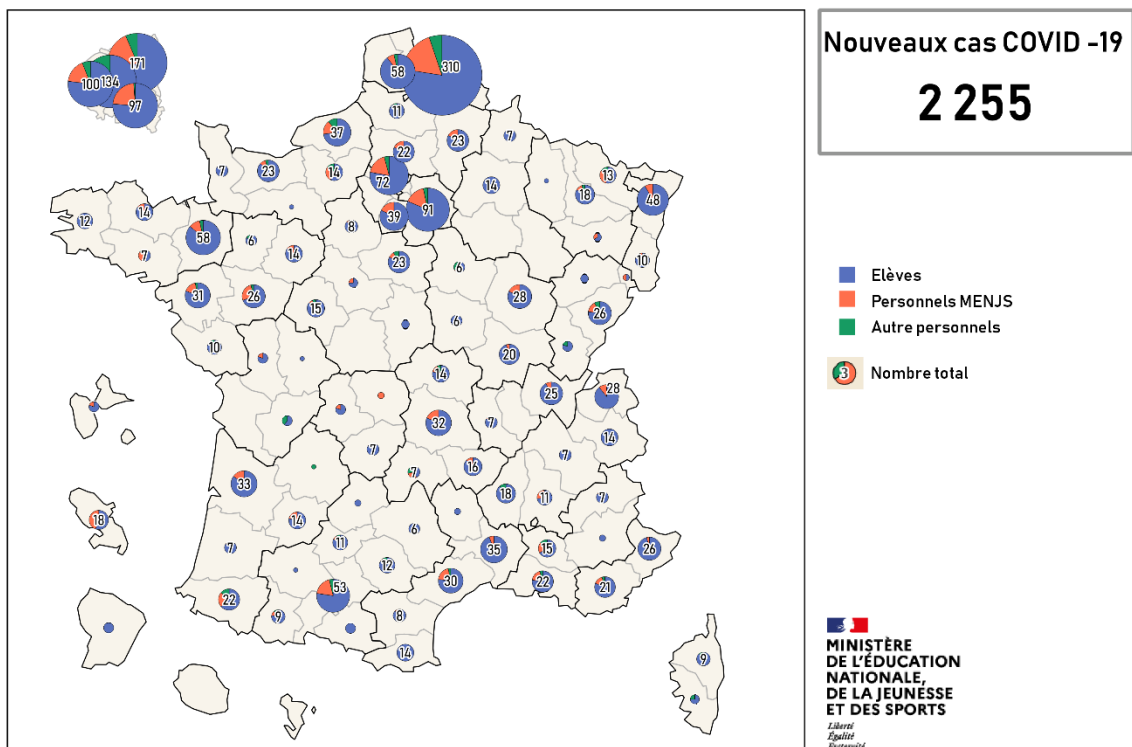
DIFFUSION RESTREINTE



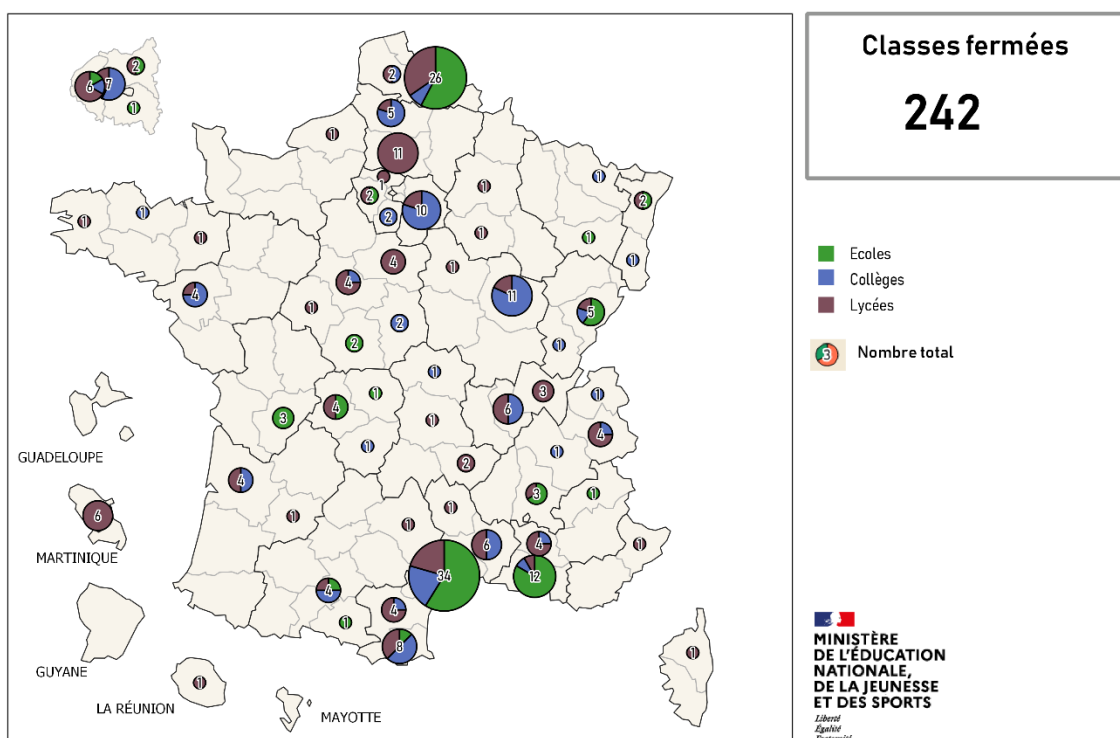
CENTRE
INTERMINISTÉRIEL
DE CRISE

5. EDUCATION NATIONALE

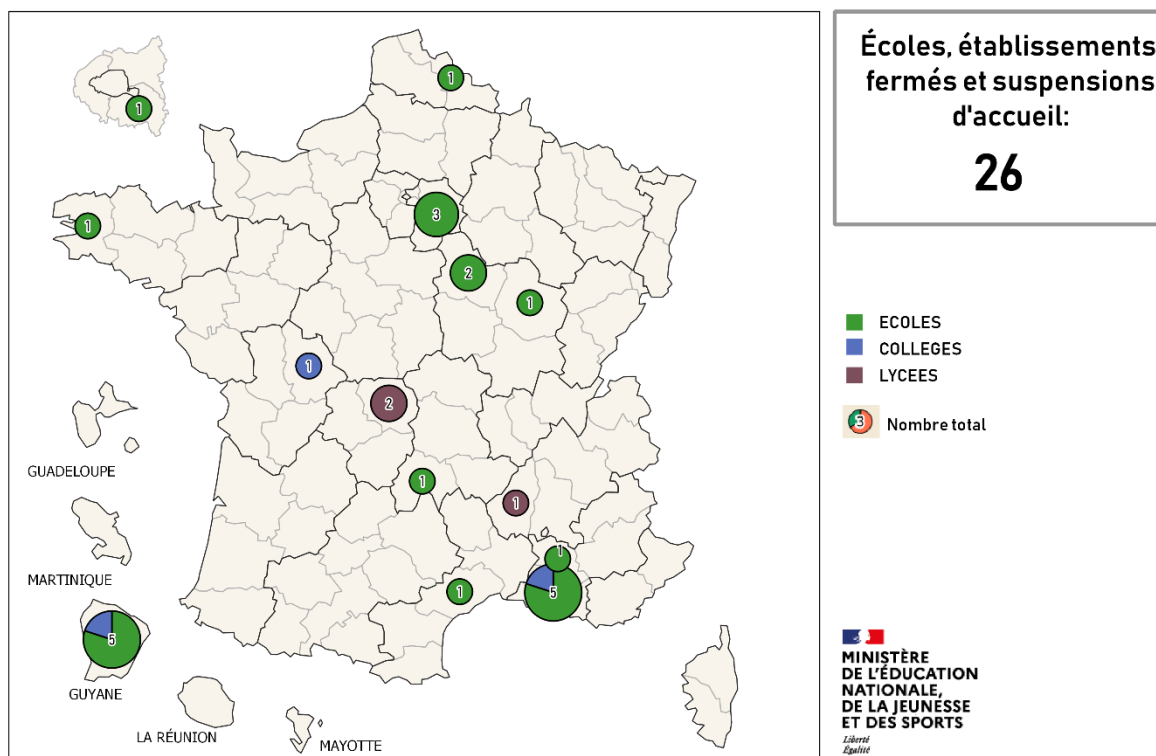
COVID-19 Cas confirmés le 13/10/2020



COVID-19 Classes fermées des écoles et établissements. État du 13/10/2020



COVID-19 Écoles, établissements fermés et suspensions d'accueil. État du 13/10/2020



6. SITUATION ECONOMIQUE

Communiqués

Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, et Olivier Dussopt, ministre délégué chargé des Comptes publics, annoncent des possibilités de reports de l'échéance des taxes foncières du 15 octobre pour les entreprises touchées par les mesures sanitaires. Les entreprises propriétaires et exploitantes de leur local commercial ou industriel qui se trouveraient en difficulté pour payer leurs taxes foncières peuvent obtenir, sur simple demande, un report de 3 mois de leur échéance.

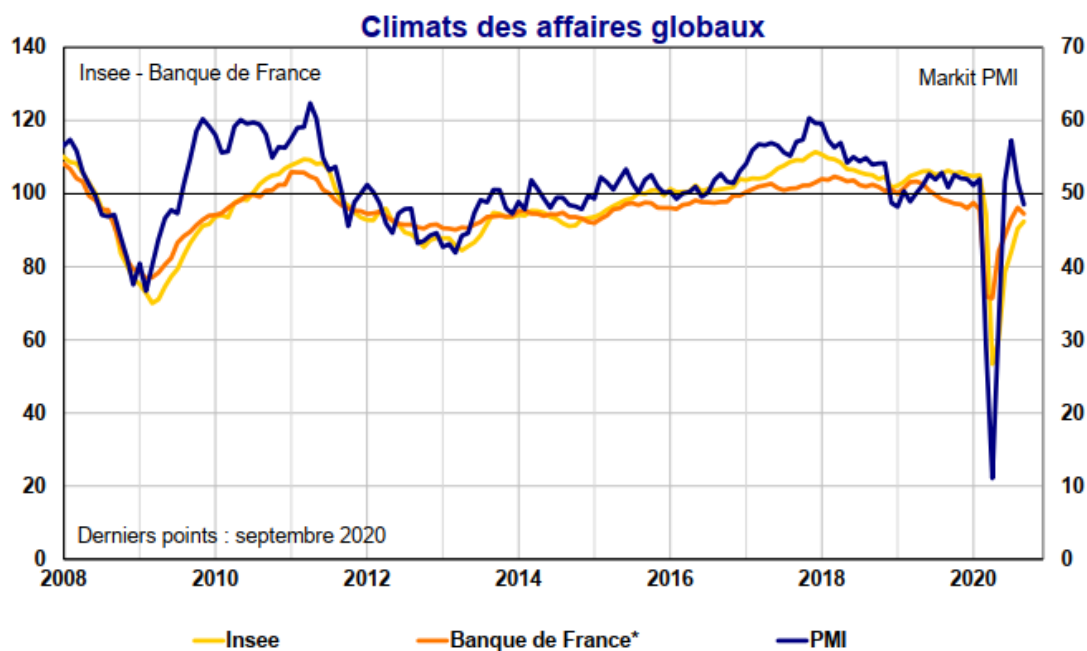
Bruno Le Maire et Alain Griset simplifient les modalités d'accès aux prêts exceptionnels accordés par l'État aux très petites et petites entreprises en difficulté financière. Ces prêts exceptionnels de l'État sont destinés aux entreprises qui n'ont pas obtenu une solution de financement satisfaisante auprès des réseaux bancaires, notamment par un prêt garanti par l'État (PGE).

Indicateurs de l'économie française

En septembre, le climat global de l'Insee poursuit son redressement (+ 2 pt à 92), mais à un rythme qui se tasse.

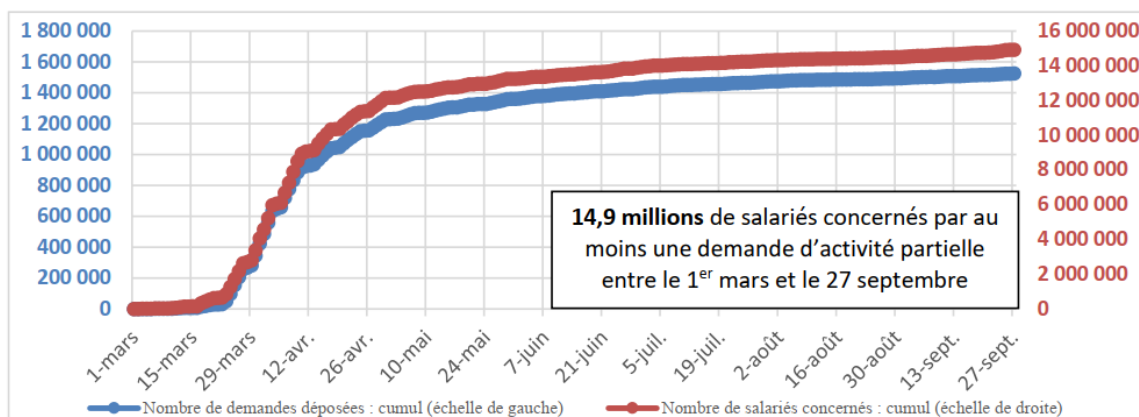
Dans l'industrie, **le climat des affaires** de l'Insee progresse en septembre (+4 pt à 96), alors que l'indicateur de la Banque de France indique une dégradation (-4 pt à 101). Dans les services, le

climat de l'Insee s'améliore (+2 pt à 95), contrairement à celui de la Banque de France (-1 pts à 93). Dans le commerce de détail, le climat de l'Insee progresse de nouveau en septembre (+2 pt à 95). Il enregistre un fort rebond dans le commerce de gros entre juillet et septembre (+13 pt à 92). Dans le bâtiment, le climat de la Banque de France recule en septembre (-1 pt à 101).



* Le climat global de la Banque de France est calculé par la DG Trésor comme une moyenne pondérée des climats dans l'industrie et les services. Les poids utilisés sont les mêmes que ceux de l'institut Markit pour le calcul du PMI composite (environ 80% pour les services et 20% pour l'industrie)

Activité partielle : Nombre de demandes depuis le 1^{er} mars et nombre de salariés concernés



Source : ASP-DGEFP-Dares – Extraction du SI APART s'arrêtant aux données du 27 septembre 2020

7. MEDIAS

• RÉSEAUX SOCIAUX

- Sur 24h, on comptabilise **263,3 K interactions** sur Twitter. + **46 %** d'interactions par rapport à hier. Une forte hausse qui s'explique notamment par la forte viralité du sujet "**couvre-feu**".

- Depuis hier, l'hypothèse d'un **couvre-feu nocturne**, notamment en IDF (annoncé hier soir par [Le Point](#)) inquiète une partie des internautes. Cependant, la grande majorité estime que cette annonce est "inutile" voire "ridicule" en partageant des images de transports urbains bondés ou encore des statistiques de Santé Publique France sur l'apparition des clusters (55 % des clusters se trouvent en milieu scolaire et dans les entreprises).

• HYPOTHÈSE DE COUVRE-FEUX

- Selon [Le Point](#) qui cite plusieurs sources au sommet de l'État, **l'hypothèse d'un couvre-feu nocturne dans les zones les plus à risque, en particulier Paris et l'Île-de-France, est à l'étude** avec différents scénarios de mise en application : à partir de 20 heures, 22 heures ou 23 heures, comme à Berlin ou Francfort, en Allemagne, depuis ce week-end.

Depuis les révélations de l'hebdomadaire, la grande majorité des médias en ligne traitent de cette éventualité et se fait l'écho des réactions du personnel politique et du monde scientifique. On recense **plus d'une centaine d'articles** sur le sujet depuis hier soir.

Pour un couvre-feu

- **Brice Hortefeux**, invité de [BFMTV](#) lundi soir, se prononce **en faveur de la mise en place de couvre-feux** contre le Covid-19. Pour lui, *cette crise a été très mal gérée depuis le début, il faut corriger le tir.*

"Si elle est prise, il faut qu'elle fasse la preuve de son efficacité. Elle peut peut-être être nécessaire dans les grandes villes (...) Si la protection des Français doit passer par des mesures de couvre-feu dans certaines métropoles, nous y serons favorables", avance le chef de file des députés LR **Damien Abad**.

Contre un couvre-feu

- *Les restrictions, c'est quand on a tout raté,* a déclaré **Marine Le Pen concernant des futurs confinements ou couvre-feux**. "La seule stratégie qui est efficace - tester, tracer, isoler, soigner -, tout dysfonctionne dans ce domaine", ajoutant qu'il n'y a "aucun contrôle des flux entrants" sur le territoire français, des "tests anarchiques" sans "politique de priorisation", pas d'information sur la localisation des clusters. [AFP](#)

- "Pourquoi le couvre-feu ?" s'insurge le député RN [Gilbert Collard](#) sur Twitter. *"Le virus est-il un vampire... Non à cette mesure inutile qui restreint encore les libertés des braves gens et qui vise seulement sans le dire à cacher ce qui couve sous le feu."*

"Je ne crois pas dans cette mesure. Elle ne s'appliquera pas. La France n'a pas les effectifs de police pour faire appliquer un couvre-feu. (...) C'est une mauvaise plaisanterie. Il ne faut pas verser dans cette communication symbolique sans effet sur la réalité", fustige le patron des députés UDI, **Jean-Christophe Lagarde**.

- «**C'est de la com [...]. Ça ne sert à rien**» a ironisé [Pascal Praud](#) sur **Cnews**. *«Le virus, il ne circule pas dans le RER B, il ne circule le soir qu'au couvre-feu !»,* a-t-il lancé dans son émission *L'Heure des pros* hier soir. Comme «*on ne va pas fermer tous les commerces, on ne peut pas toucher aux écoles parce que si tu touches aux écoles, les parents ne peuvent plus les faire garder*», on prend «*un truc qui ne sert à rien*», lance le journaliste.

- **"Les restaurateurs s'inquiètent d'un éventuel couvre-feu"** titre [Le Figaro](#) qui recueille les témoignages de plusieurs représentants des professionnels du secteur. *«Un couvre-feu à 23 heures serait un nouveau coup dur pour la profession. Cette décision pourrait représenter jusqu'à 3 heures d'activités en moins et l'impossibilité d'assurer un deuxième service dans certains établissements»*, s'inquiète **Franck Trouet**, porte-parole du Groupement National des Indépendants de l'hôtellerie et restauration (GNI). Même inquiétude de L'UMIH, Union des métiers et des industries de l'hôtellerie : *«Nous attendons de connaître les annonces mais un couvre-feu avant 23 heures serait terrible pour la profession»*, prévient **Frank Delvau** président Umih île de France

• MESURES ET ORGANISATION

Bars et restaurants

- Le préfet de police des Bouches-du-Rhône **Emmanuel Barbe** a demandé lundi 12 octobre à la maire de Marseille, **Michèle Rubirola**, de mobiliser la police municipale pour qu'elle fasse davantage de contrôles dans les bars et restaurants de la ville. *"Ce que je constate c'est qu'à l'évidence il y a peu de contrôles de la police municipale qui donneraient lieu à des verbalisations"*, a expliqué **Emmanuel Barbe**. *"Je pense qu'on aurait vraiment besoin, et je l'ai fait savoir à Madame Rubirola, que la police municipale puisse nous aider."* [France Info](#)

Boîtes de nuit

- Fermés depuis le 17 mars, les patrons de discothèques manifestent à nouveau ce mardi entre Aix-en-Provence et Marseille, avec environ 80 véhicules participant à une opération-escargot. Selon le président du collectif, **Christophe Longo**, la profession représente **40 000 emplois** au niveau national et sur **1 600 clubs en France, 300 ont tiré définitivement le rideau**. Les patrons de boîtes de nuit se disent prêts à mener des actions toutes les semaines jusqu'à ce qu'ils soient entendus. [France Info](#)

• SITUATION SANITAIRE

Vaccins

- **Olivier Bogillot**, président de Sanofi France qui travaille à l'élaboration d'un vaccin contre le Covid-19, a assuré mardi 13 octobre sur [France Info](#) que son groupe "accélère tout" pour réussir à proposer un vaccin **au milieu de l'année prochaine, en garantissant qu'il soit "sûr" et "efficace"**.

- Le groupe pharmaceutique **Johnson & Johnson** a annoncé lundi 12 octobre la suspension de son essai clinique, l'un des cobayes volontaires pour tester le vaccin, **est tombé malade**. Cette suspension entraîne par conséquent la fermeture temporaire du "recrutement" des participants. Le système d'inscriptions en ligne, mis en place fin septembre pour recruter 60 000 participants dans le cadre de la phase 3 de l'essai, sera inaccessible jusqu'à nouvel ordre. [LCI](#)

Port du masque

- L'Éducation nationale a fourni cinq masques en tissu de la **marque DIM** à chaque enseignant au moment de la rentrée scolaire. Or, ces masques sont traités **à la zéolithe d'argent, un biocide considéré comme toxique** pour la santé humaine et l'environnement. *« Le risque de porter ces masques n'est pas inexistant, explique à [Reporterre](#) Astrid Avellan, chercheur spécialiste en nanotechnologies. Par ailleurs, on a ici un haut niveau d'exposition, très "intime" avec une durée de contact et d'inhalation longue (8 heures quotidiennes) et chronique (quasi tous les jours de la semaine). »*

Vaccin contre la grippe

- La campagne de vaccination contre la grippe démarre ce mardi 13 octobre en métropole. Le gouvernement et l'Assurance-maladie rappellent que les soignants et les personnes fragiles sont prioritaires pour se faire vacciner, alors que les pharmaciens craignent une forte demande [La Croix](#)

- Cette priorisation n'est cependant pas du goût de tout le monde. *Je trouve que cela va à l'encontre du message qu'on tente de faire passer depuis des années. Chaque hiver, on encourage la population à se faire vacciner, c'est un acte citoyen* a notamment réagit **Philippe Bresset**, président de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France dans le journal [Ouest-France](#).

Hôpitaux

- Montpellier, comme Toulouse, a été placé en **état d'alerte maximale** à partir du mardi 13 octobre en raison de la progression de l'épidémie. Pour **Jacques Reynes**, chef du service infectiologue au CHU de Montpellier, la situation est "critique" et "justifie les mesures qui ont été prises". [France Info](#)

- Le directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, **Martin Hirsch**, s'alarme de la progression de l'épidémie. *Dans dix jours, les services de réanimation en Ile-de-France seront tout proches de la saturation*, assure-t-il au [Parisien](#). *Il y aura au minimum entre 800 et 1000 patients Covid dans les services de réanimation d'Ile-de-France, soit environ 70 % à 90 % de nos capacités actuelles.*

- Plus de 1500 patients Covid sont désormais hospitalisés en réanimation. L'arrivée de nouveaux malades fait craindre que **la situation ne devienne intenable d'ici 15 jours**, comme à l'hôpital Bichat à Paris, où [Le Parisien](#) a pu rencontrer soignants et malades.

• GESTION DE LA CRISE SANITAIRE

Immunité collective

- L'OMS a jugé **inenviable de laisser le Covid-19 circuler librement** dans la société pour que la population accède, comme certains l'ont suggéré, à **l'immunité collective**. *Jamais dans l'histoire de la santé publique, l'immunité collective n'a été utilisée comme stratégie pour répondre à une épidémie, et encore moins à une pandémie. C'est scientifiquement et éthiquement problématique*, a déclaré le directeur général de l'OMS, **Tedros Adhanom Ghebreyesus**, en conférence de presse. [20 Minutes](#)

Gestion de la crise en France

- La mission indépendante présidée par le Suisse **Didier Pittet** et chargée d'évaluer l'exécutif sur la gestion de la crise sanitaire en France a **rendu ce mardi son rapport d'étape avant le rendu final de décembre**. Un rapport qui pointe des "défauts manifestes d'anticipation, de préparation et de gestion" dans les aspects sanitaires. [Le Monde](#)

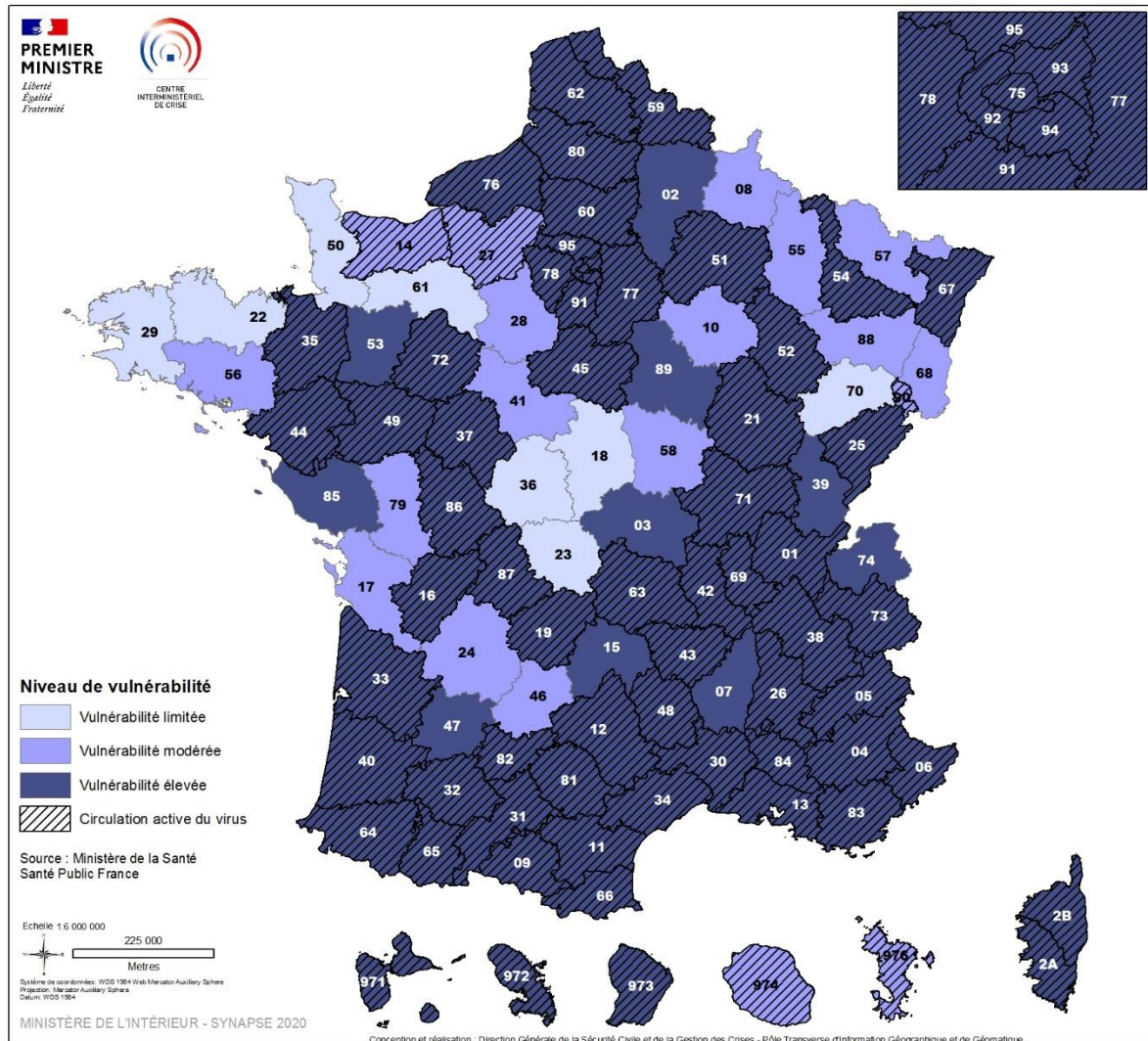
- Alors que le gouvernement parle publiquement de "deuxième vague", la question du sous-dimensionnement des capacités de réanimation en France ressurgit. Le ministère assure qu'une montée en puissance est planifiée mais les professionnels sont sceptiques. [Le Parisien](#)

ANNEXE 1 – NIVEAU DE VULNERABILITE PAR DEPARTEMENT

COVID 19 - Niveau de vulnérabilité par département

Date d'édition : 13 octobre 2020

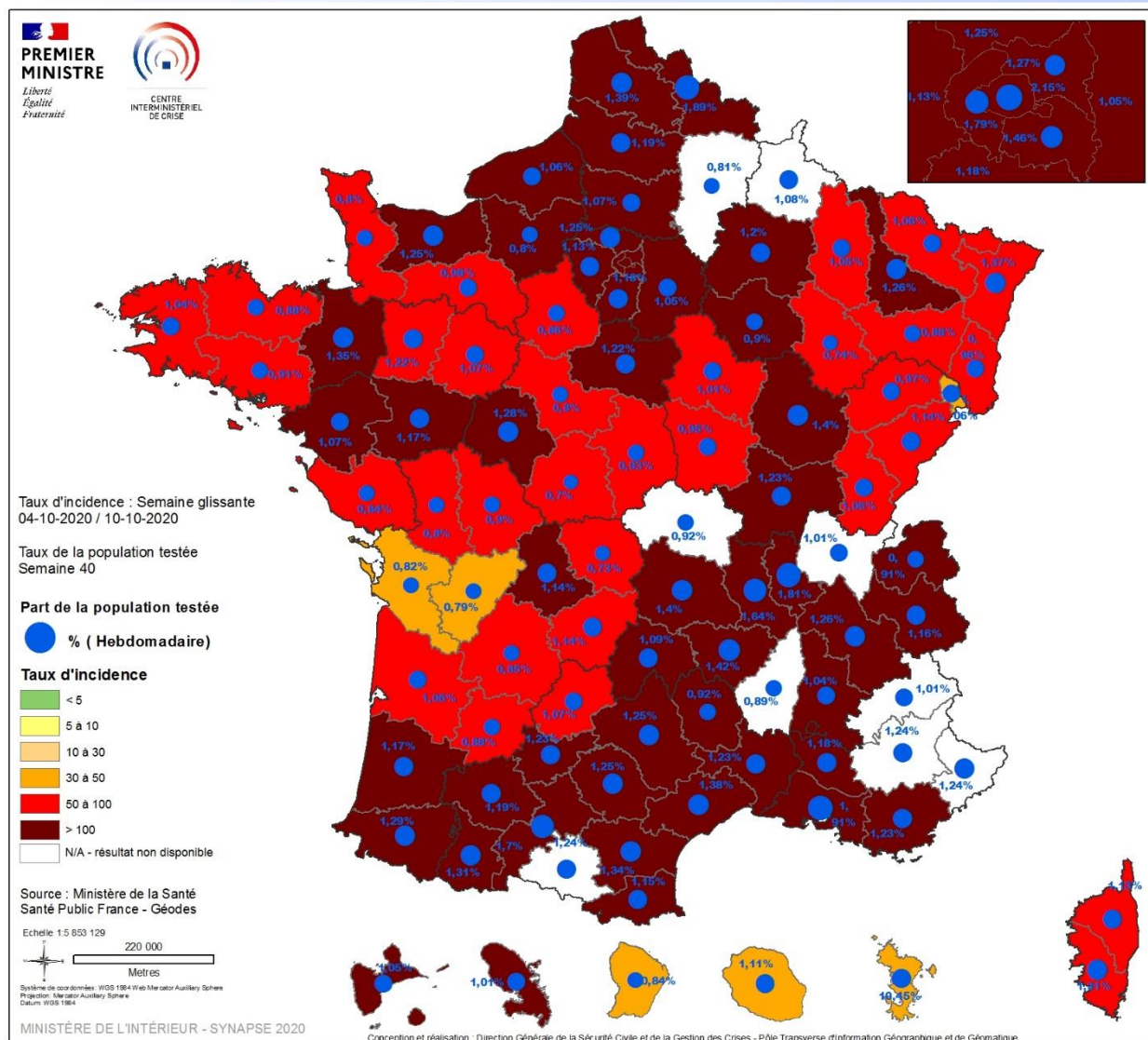
19h34



ANNEXE 2 – TAUX D'INCIDENCE / BILAN DES TESTS RÉALISÉS

COVID19 - Taux d'incidence - bilan des tests réalisés

Date d'édition : 13 octobre 2020
19h42





**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

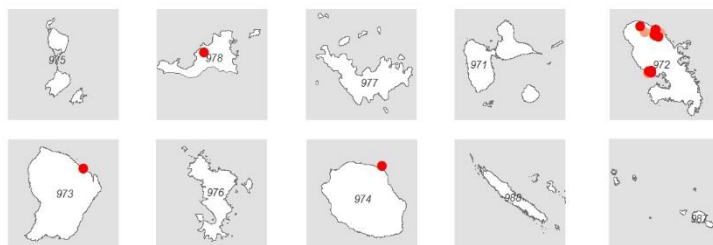
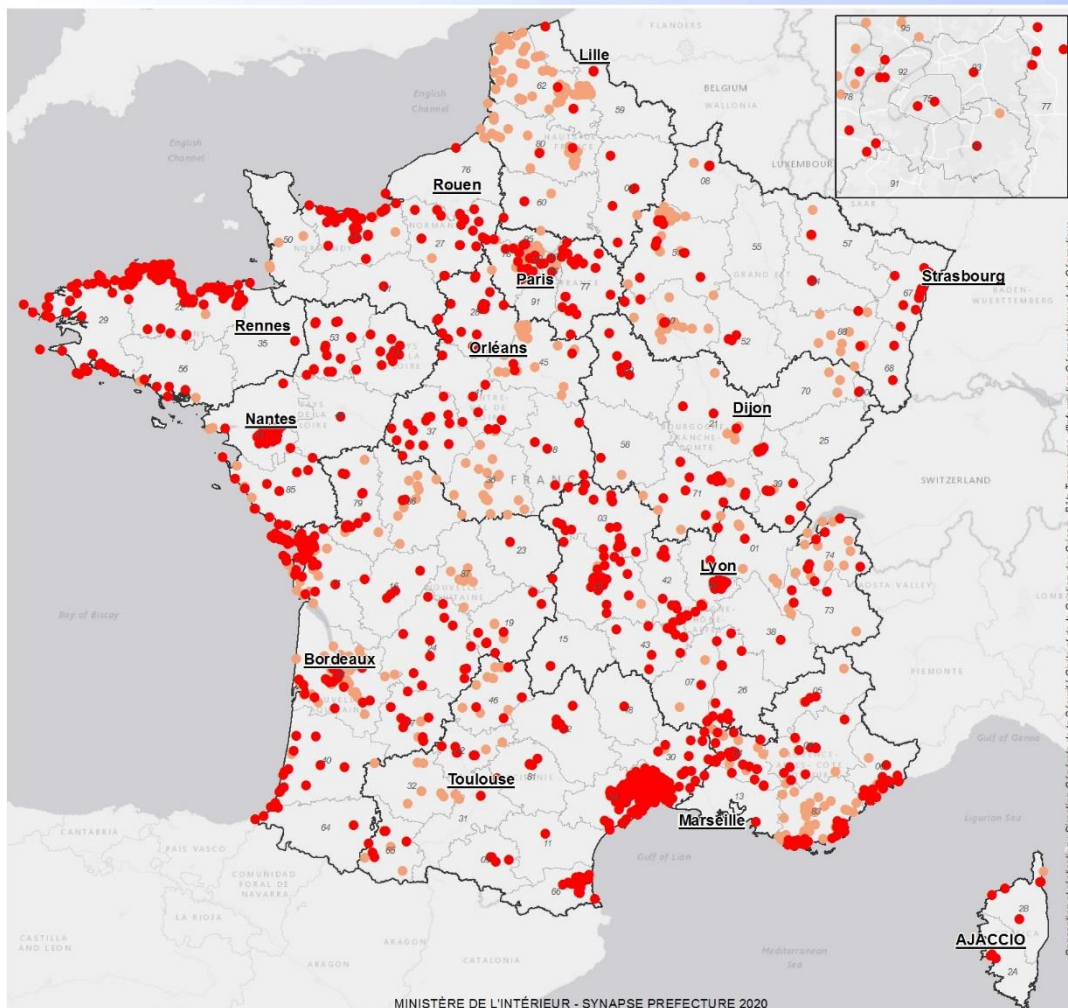
DIFFUSION RESTREINTE



**CENTRE
INTERMINISTÉRIEL
DE CRISE**

ANNEXE 3 – MESURES PRISES CONCERNANT L'OBLIGATION DE PORT DU MASQUE

COVID19 - EUS - Mesures prises concernant l'obligation du port du masque - 13/10/2020 Date d'édition : 13 octobre 2020 18h14



- ART.1 II - OBLIGATION DU PORT DU MASQUE - MESURE PRÉFECTORALE (1110)
- ART.1 II - OBLIGATION DU PORT DU MASQUE - MESURE MUNICIPALE (486)



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**Cellule
Interministérielle
de Crise**

**Décret n° 2020-860
du 10 juillet 2020**

Nombre de mesures

1596

Source : Préfectures

SYNAPSE

Echelle 1:5 891 415 pour impression A3
220 000



Mètres
Système de coordonnées : WGS 1984 Web Mercator Auxiliary Sphere
Projection : Mercator Auxiliary Sphere
Datum : WGS 1984